

**Le collectif de soutien
aux personnes sans-papiers de Rennes
entre en « campagne » :
MANIFESTONS ! OCCUPONS !**

Nous ne voulons plus de Sarkozy et de Guéant !
Nous ne voulons plus de leur politique d'immigration,
de leurs expulsions, de leurs contrôles au faciès,
de leurs insultes contre les immigré-e-s.

*Bref, nous ne voulons plus
de la xénophobie d'Etat ni du racisme d'Etat !*

Alors nous avons décidé de lancer
notre propre « campagne électorale » en attaquant
tout le système mis en place
au service de la politique d'immigration.

Au moins jusqu'aux élections, nous mènerons
plusieurs actions pour exprimer notre ras-le-bol
et combattre toutes les institutions
qui participent, directement ou indirectement,
à la xénophobie et au racisme d'Etat.

Durant ces actions, nous exigerons ici et maintenant :

Des papiers et des logements pour tous et toutes.

L'égalité entre étranger-e-s et français-es.

Le droit au travail pour toutes et tous.

Le droit à la libre circulation des gens dans le monde.

Le droit à la libre installation des gens dans le monde.

ACTION 3 : voir au verso...

ACTION 3: ARRET DE LA XENOPHOBIE DANS L'AIDE SOCIALE A L'ENFANCE

Le Conseil Général est en charge de la protection de l'enfance dans le département. A ce titre, il est responsable de l'accueil des mineur-e-s isolé-e-s par les services de *l'aide sociale à l'enfance* (hébergement, accompagnement social...). Mais ça se complique pour les jeunes étranger-e-s : le Procureur de la République ordonne des tests médicaux pour vérifier leur âge (examens osseux, pileux, génitaux...). Régulièrement, des jeunes sont ainsi magiquement transformé-e-s en majeur-e-s par ces tests scandaleux (et même pas fiables) et privé-e-s de leurs droits de mineur-e-s. Parfois, la préfecture et la police aux frontières en profitent pour les arrêter et les enfermer au centre de rétention, afin de les expulser.

Problème supplémentaire: le **Conseil Général d'Ille-et-Vilaine** s'est mis à participer à ce tri...

AVANT	AUJOURD'HUI
Le Conseil Général accueillait tou-te-s les jeunes qui se déclaraient mineur-e-s... et dénonçait les tests médicaux infligés aux jeunes, notamment par la voix de son Président (qui les a qualifié de « <i>méthodes inhumaines et dégradantes</i> » dans une tribune publiée par Libération en 2008).	En 2010, le Conseil Général a demandé au Procureur d'être plus rapide et plus efficace dans son tri... et depuis, il cautionne de fait la pratique des tests médicaux. Il en est même parfois le commanditaire (sous prétexte que ça permet de les faire faire par des médecins plus « éthiques »).
Le Conseil Général remplissait sa mission de protection de l'enfance... et même plus, puisqu'il continuait d'accompagner les jeunes devenus majeur-e-s (suite aux tests du Procureur ou à leurs 18 ans).	Le Conseil Général a menacé de ne plus remplir cette mission (avant d'entamer des négociations avec l'Etat)... et il s'occupe déjà moins des jeunes majeur-e-s.
Tou-te-s les mineur-e-s isolé-e-s accueilli-e-s dans le département, français-e-s ou étranger-e-s, avaient droit à une égalité de traitement.	Certain-e-s mineur-e-s étranger-e-s sont placé-e-s dans un dispositif à part, moins financé que le dispositif normal, en attendant que le Procureur « vérifie » leur âge.
La droite et les représentants de l'État justifiaient leurs politiques xénophobes en parlant d'un « afflux » d'étranger-e-s qui serait insoutenable.	La gauche qui dirige le département parle d'une « arrivée massive » de mineur-e-s étranger-e-s et dit qu'il est impossible de tous les « accueillir bien ».

Nous savons que les départements se plaignent de budgets serrés...
Mais nous refusons qu'on le fasse payer aux mineur-e-s étranger-e-s !

Nous savons aussi que le Conseil Général ne décide pas de la politique nationale, appliquée notamment par le Préfet et le Procureur (que nous n'oublierons pas dans notre campagne)...
Mais on aimerait bien que la « gauche » se batte contre la xénophobie d'Etat, au lieu d'y contribuer !

Parce que nous ne voulons pas non plus de la xénophobie départementale...

ARRÊT IMMÉDIAT DES TESTS MÉDICAUX SUR LES JEUNES ÉTRANGER-E-S !

PRISE EN CHARGE SANS CONDITION ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT

POUR TOU-TE-S LES MINEUR-E-S ISOLÉ-E-S !

*Collectif de soutien aux personnes sans-papiers de Rennes. Site internet : <http://sp35.org>
Assemblée générale chaque mardi à 18 h 30 à la MIR, 7 Quai Chateaubriand (2è étage)*